

Engrais et GNR : le gouvernement ne trouve pas la parade

Le dispositif de soutien présenté par le gouvernement face à l'envolée des prix a reçu son lot de critiques. Dans la plaine, l'inquiétude pèse sur cette fin de campagne et la prochaine.

Des mesures « exceptionnelles » pour les uns, des « mesurette » pour les autres. Ce sont les termes utilisés respectivement par le ministère de l'Agriculture et les syndicats agricoles pour qualifier les mesures prises par le gouvernement pour soutenir le monde agricole face aux conséquences du conflit au Moyen-Orient.

Pas à la hauteur

Report possible de cotisations sociales, étalement des échéances fiscales à demander, mise en place de prêts de court terme par Bpifrance, exonération totale du droit d'accise sur le gazole non routier (GNR) en pied de facture durant tout le mois d'avril (1) : voici le dispositif annoncé les 23 et 27 mars. Il est loin d'être à la hauteur pour les syndicats de tout bord. Ils réclament davantage pour permettre aux exploitations de faire face aux fortes secousses sur les marchés du GNR et des engrais (voir graphiques). À la sortie d'un rendez-vous avec la FNSEA le 30 mars, le Premier ministre Sébastien Lecornu s'est dit prêt à aller plus loin si la guerre devait se poursuivre, selon le syndicat.

En attendant, le gouvernement planche sur le plan engrais pour réduire la dépendance française en la matière. Un chantier qui n'est pas nouveau. Il vise à « optimiser » les apports en engrais, « à substituer autant que possible des apports organiques aux engrais minéraux et à produire en France des engrais mi-

néraux décarbonés », a présenté Sébastien Lecornu, lors d'un débat devant les députés le 25 mars. Le Premier ministre a reconnu « beaucoup trop de retard » sur le sujet.

Le conflit a engendré des effets immédiats sur le marché des engrais, avec une hausse généralisée des prix sur les segments azote, phosphore et potasse, largement importés, dont la France consomme « 7 à 8 millions de tonnes par an », précise Maxime Godart, directeur général de Timac Agro France, le 25 mars, lors d'une table ronde organisée par Intercéréales.

Au-delà des prix, « l'incertitude porte sur l'accessibilité aux matières premières », rapporte Maxime Godart. Via le détroit d'Ormuz, 30 % de l'urée et 20 % de l'ammoniac mondial sont notamment exportés et alimentent essentiellement l'Inde, la Chine et le Brésil. « Quand ces pays-là ne sont pas approvisionnés, ils vont chercher de la matière première ailleurs, vers nos sources d'approvisionnement historiques que sont l'Afrique du Nord, l'Égypte, le Maroc », s'inquiète-t-il.

Le MACF est toujours là

À la guerre au Moyen-Orient s'ajoute l'impact du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF, appelé aussi « taxe carbone »), entré en vigueur le 1^{er} janvier 2026, sur le prix des engrais. Celui-ci a déjà eu une répercussion à la fin du dernier trimestre 2025, « avec la constitution de stocks de la part

des opérateurs par anticipation de son application », observe Maxime Godart. Mais dès la mise en place de la taxe, les importations ont été « extrêmement faibles, voire atones », ajoute-t-il. Conséquence : les stocks sont très faibles ce printemps.

La ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a défendu le 30 mars, au Conseil européen, la suspension du MACF ou « sa neutralisation » avec des mesures de compensation du « surcoût » porté par les agriculteurs. Cette demande n'est pas soutenue par la Commission européenne. Le commissaire à l'Agriculture, Christophe Hansen, préfère compter sur le plan d'action européen pour les engrais qu'il est en train d'élaborer.

Maïs remplacé par du tournesol

La France a une culture « assez forte d'anticipation des achats » d'engrais, note Maxime Godart. Pour la récolte 2026, « toutes les grandes plaines du nord de la France sont plutôt bien couvertes. Le sud, producteur de maïs, l'est moins », détaille Benoît Piètrement, président d'Intercéréales. « J'entends certains agriculteurs dire qu'ils vont remplacer le maïs par du tournesol pour avoir moins besoin d'azote », poursuit-il. Les prochaines semaines détermineront si ces intentions sont devenues réalités.

Antoine Ilacard, président de la Coopération agricole - Métiers du grain, alerte également sur le séchage du maïs, qui représente un coût important avec les



Une flambée des prix du GNR et des engrais depuis le début de la guerre au Moyen-Orient

Prix du GNR HT (pour une livraison de moins de 5 000 litres)



Solution azotée (départ Rouen, en euros/t)



© M. J. Nossant

LE TÉMOIN

Matthieu Carpentier, polyculteur-éleveur (Oise)

« J'envisage de moins fertiliser »

« J'exploite en Gaec 210 ha à Pierrefitte-en-Beauvaisis, dans l'Oise (blé, orge, colza, betteraves fourragères, maïs et prairies) et nous avons un troupeau de 200 bêtes, dont 80 vaches laitières. J'ai commandé du GNR au tout début du conflit, début mars, sans avoir de cotation. J'ai payé 1,02 €/l, contre 0,78 €/l lors de ma précédente livraison, fin 2025. J'ai ce qu'il faut jusqu'à la moisson, mais je devrai à nouveau commander au minimum 5000 l pour les récoltes et le début des travaux de la prochaine campagne. Si le prix du GNR se maintient autour de 1€/l, j'aurai 2000 à 4000 € de charges en plus. S'il est à 1,65 €/l, cela fera plus de 10 000 € de dépenses supplémentaires. Côté engrais, je m'étais

couvert à 100 % l'automne dernier, au prix moyen. Je suis donc serein pour cette fin de campagne. J'ai acheté 80 tonnes d'azote liquide à 338 €/t, il est à 460 €/t aujourd'hui [le 27 mars, NDLR]. Je m'étais aussi couvert avec 10 tonnes d'ammonitrate 27 à 350 €/t. Mais pour la prochaine campagne, le prix est à 490 €/t (livraison juin 2026). Selon l'évolution du conflit, je me pose la question de moins fertiliser mes céréales à paille au dernier apport, afin de garder un peu de stock d'engrais. J'envisage aussi de réduire les apports sur prairies. Je m'interroge pour introduire un peu de pois de printemps dans mon assolement 2026-2027, car il consomme moins d'azote. Comme les frais

de séchage risquent d'exploser, j'ensilerai certainement toute ma surface de maïs, au lieu d'en garder un peu en grain. Mais le prix des bâches plastique augmente aussi. Je viens de commander deux rouleaux sur les stocks de l'ancienne campagne. Je n'ai pas eu de tarif mais je préfère anticiper. Cependant, il faut de la trésorerie, tout le monde ne peut pas se le permettre. »

Propos recueillis par Isabelle Escoffier



Isabelle Escoffier

cours actuels du gaz. « Je pense que cela va aussi amplifier le raisonnement de remplacer du maïs par du tournesol dans certaines zones », anticipe Benoît Piètements.

Des craintes pour la campagne 2026-2027

Pour la récolte de 2027, les prix de l'engrais se situent « autour de 550 à 600 €/t », chiffre Antoine Hacad. Au prix du blé actuel, « il n'y aura pas d'achat d'engrais pour la récolte de 2027 », anticipe-t-il. Les organismes stockeurs (OS) commenceront à se couvrir pour 2026-2027 en mai prochain. « S'il ne se passe rien à partir du 15 mai au détroit d'Ormuz, nous allons mettre en tension notre capacité à approvisionner les producteurs », alerte-t-il. « Beaucoup d'agriculteurs vont se poser des questions pour leurs assolements. Il y aura peut-être davantage de jachères, ajoute Benoît Piètements. Ce sont des suppositions. On espère que les choses se calmeront un peu. »

Justine Papin et Alexis Marcotte

(1) Le tarif de l'accise pour le GNR agricole est fixé à 3,86 €/hl, soit moins de 4 centimes par litre. Une mesure évaluée à 14 millions d'euros.